

## La solidarité européenne en panne

La crise grecque met clairement l'Europe à l'épreuve. Après l'invention par Goldman Sachs et reprise depuis par tout le monde, des BRIC (Brésil Russie Inde Chine) qui était sensé représenter le bloc des émergents – mais dont il faut admettre qu'il n'est pas aussi homogène qu'on le pense, voici maintenant les PIGS, (Portugal Italie (et Irlande) Grèce Espagne) qui désignent ces pays les plus fragiles de la zone Euro. Ces pays ont en commun d'être la cible des marchés à cause de l'importance de leur endettement. On doit cet acronyme clairement injurieux (« pigs » signifie « porcs » en anglais) à des traders et des journalistes anglo-saxons un jour de 2008. On les accuse de ne pas respecter la discipline budgétaire.

Le gouvernement grec doit affronter la colère de la rue, même si dans l'ensemble, il bénéficie du soutien des deux tiers des Grecs, d'après les sondages et que les syndicats ne font pas souffler de vent de révolte, la rigueur est dure pour tout le monde. Mais, on a l'impression à entendre l'extrême gauche, qu'il est aussi coupable que le gouvernement conservateur qui a été battu aux élections et dont on a découvert qu'il avait trafiqué les chiffres avec l'aide de la banque d'affaires Goldman Sachs.

L'intervention du Fonds monétaire international, si elle est salutaire, n'en est pas moins la démonstration d'une carence européenne.

Si la Grèce avait été une banque, en aurait-il été de même ?

Cela en dit long sur ce nouveau mal qui ronge l'Europe, l'égoïsme politique. Il est économique et national car la stigmatisation de ces pays vient d'autres pays qui ont peur de la « contagion ». L'Allemagne dont les relations avec la Grèce sont anciennes subordonne son discours à des considérations de politiques intérieures qui s'arrêtent aux élections régionales dans le Land de Rhénanie du nord – Westphalie desquelles dépend l'avenir de la majorité conservatrice au Bundesrat.

Face aux difficultés de certaines Etats-membres de l'Union européenne, face aux problèmes qui frappent des régions de nos pays ou des catégories sociales de nos populations, il semble que le trio européen qui devait faire ses preuves, plie devant l'épreuve. L'intervention du FMI est la démonstration de la faiblesse des mécanismes européens quand il s'agit de sauvetage économique ou de thérapeutique financière. La réaction généralement constatée, c'est le « chacun pour soi » et le « débrouillez-vous ». Tout cela fait partie d'un contexte et la nouvelle

crise de régime en Belgique, comme le résultat sans appel des élections législatives en Hongrie sont les facettes d'un même phénomène, la droite européenne crie « haro sur la solidarité ».

Aujourd'hui, alors que le libéralisme est en crise du, nous sommes dans une période particulière. C'est un véritable courant antisolidaire qui est à l'œuvre. Il est fait de séparatisme, comme en Espagne avec la Catalogne, en Italie avec le poids croissant de la Ligue du nord comme on l'a vu lors des récentes élections régionales, il y a un mois, en en Belgique avec la querelle linguistique, qui, une fois de plus a mis un terme au gouvernement Leterme. Il est aussi fait d'égoïsme, teinté de nationalisme avec l'attitude d'Angela Merkel à l'égard de la Grèce. Aux Pays-Bas où l'extrême droite (VVE) va tenter une percée lors des élections législatives anticipées. En Hongrie bien sûr, avec la victoire historique du Fidesz, qui rafle les deux tiers du Parlement et qui est en mesure de modifier la constitution à sa guise, une victoire qui fut celle aussi de l'extrême droite avec, pour la première fois, l'entrée du Jobbik au Parlement hongrois. Nous l'avons en France avec le Front national. La liquidation du courant libéral tel qu'il s'est exprimé vient se construire un courant antisolidaire qui exprime qu'il n'y a pas de solidarité à exercer avec d'autres catégories, qu'il s'agisse des immigrés, des pauvres, ou de pays en difficultés.

Si l'Europe n'est pas solidaire, elle meurt. Et si elle meurt, les pays sont sans filet face aux marchés. Imaginez la France avec ses 175 milliards d'euros de déficit : c'est la rigueur renforcée dans la minute ! La solidarité, c'est toute l'essence de sa construction que la coopération entre les nations, la solidarité entre les sociétés depuis ce 9 mai 1950 où Robert Schuman expliquait dans un discours fondateur, l'importance du rôle de la France dans la construction d'une Europe solide, prospère et pacifique, reposant sur une base franco-allemande. Un texte perçu à l'époque comme « une saine évolution européenne » par le social-démocrate allemand Kurt Schumacher. Depuis 60 ans, on n'aurait donc rien appris ?

**Jean-Christophe Cambadélis**  
Secrétaire national à l'Europe et à l'International

## La campagne en Suède

### Mona Sahlin, premier ministre suédois en septembre 2010 ?

À quelques mois de l'élection législative suédoise qui aura lieu le 19 septembre 2010, la candidate du parti social-démocrate suédois recueille des chiffres désespérément bas dans les sondages. Début avril, la chef des sociaux-démocrates n'engrangeait que 28% d'opinions positives quand son rival du parti conservateur, l'actuel Premier ministre Fredrik Reinfeldt, séduisait 56% des sondés. Même la nouvelle venue du parti écologiste, Maria Wetterstrand, fait mieux que Mona Sahlin avec 51 % d'opinions positives (Sondages Sifo). Mona Sahlin est pourtant une femme politique extrêmement rodée et l'on peut s'étonner d'une telle désaffection.

Mona Sahlin a connu une carrière politique imposante. En 1982, à seulement 25 ans, elle est devenue la plus jeune députée du Parlement. Elle a occupé par la suite plusieurs postes ministériels : ministre du travail (1990-1991 et 1998-2002), vice-premier ministre (1994-1995), ministre de l'égalité des sexes (1994-1995 et 2003-2004), ministre de l'intégration (2000-2004) et ministre de l'environnement (2004-2006). Elle est depuis 2007 chef de file des sociaux-démocrates suédois.

Son élection à la tête du parti social-démocrate n'a pas surpris les analystes, et notamment le politologue suédois Stig-Björn Ljunggren, qui estimait en 2007 que le choix de Mona Sahlin s'imposait logiquement après la défection de Margot Wallström, alors commissaire européenne populaire. Sahlin devenait la première femme à occuper ce poste. Sa nomination permettait d'opérer une rupture avec les années Persson, l'ancien Premier ministre critiqué pour sa pratique individualiste du pouvoir. Grande amie d'Anna Lindh, personnalité dont le souvenir reste très vivace chez les Suédois (\*), on pensait que la candidature de Sahlin permettrait un regain d'adhésion populaire, alors que « l'affaire Toblerone », - qui l'avait poussée à la démission du gouvernement en 1995 et obligée à une traversée du désert de trois ans -, était oubliée (Mona Sahlin avait alors acheté divers produits, loué des voitures et effectué des retraits par carte bancaire professionnelle pour son usage personnel, avant de rembourser ses achats à hauteur de 5300 euros).

Cette désaffection des électeurs est difficile à comprendre. Au pouvoir depuis quatre ans, les conservateurs présentent un bilan critiquable et le souhait de l'alternance aurait pu profiter à la candidate de gauche. Mais bien que la socialiste ait engagé une politique d'union avec le parti vert et les communistes, cela ne suffit pas à asseoir son autorité.

Les qualités de son opposant politique Fredrik Reinfeldt expliquent en partie cette situation. Reinfeldt est apprécié

pour la manière dont il a répondu à la crise financière, qui a permis la sauvegarde des fondamentaux de l'économie tout en conservant la cohésion de son camp. Sous sa direction et pour la première fois dans l'histoire suédoise, un gouvernement conservateur a pu se maintenir au pouvoir durant toute une législature, ce qui renforce puissamment la crédibilité du Premier ministre. Récemment, Reinfeldt a aussi bénéficié de l'effet de la présidence suédoise de l'Union européenne pour soigner son profil international.

On reproche parfois à Mona Sahlin son exubérance. Quelques faux-pas médiatiques et une personnalité non conformiste amplifient cette image. Son fameux « les sociaux-démocrates sont ceux qui trouvent que c'est génial de payer des impôts » (1994) a marqué les esprits. Les médias caricaturent facilement sa manière informelle de parler et de s'habiller et se plaisent à souligner sa « désinvolture ». Sahlin a par exemple essuyé les critiques lorsqu'en décembre 2007 elle choisit d'assister à un concert rock plutôt qu'au dîner des Nobelisés ou quand, en avril 2009, elle embrassa une femme sur la bouche pour célébrer la légalisation du mariage homosexuel.

Son action au sein des gouvernements précédents est raillée par le pouvoir actuel. Récemment, Reinfeldt déclarait ne pas pouvoir se rappeler une réforme réussie de son adversaire en onze années au gouvernement. Pourtant, c'est à Mona Sahlin que l'on doit notamment le renforcement des droits individuels des salariés dans les licenciements collectifs, la suppression des blocages syndicaux contre les PME, la promotion de l'énergie éolienne ou encore l'amélioration des droits des locataires en cas de changement de propriétaire. Le principal défi de Sahlin consiste désormais à savoir démontrer sa maîtrise globale de l'ensemble des thèmes politiques.

Avec un taux de chômage s'élevant à 9,1 % en février 2010, la question de l'emploi en Suède sera déterminante lors du scrutin de septembre. Mona Sahlin ne propose aujourd'hui qu'un retour aux solutions classiques prônées par son parti, avec une politique pragmatique en matière d'emploi qui ne varie guère de celle proposée par Göran Persson aux élections législatives perdues de 2006. Celle-ci consiste à conjuguer des baisses d'impôts ciblées et des limitations d'allocations sociales avec une hausse des salaires lors des premières embauches.

Selon plusieurs commentateurs politiques, les deux coalitions qui s'opposent, - celle de Fredrik Reinfeldt (droite modérée + parti libéral + démocrates chrétiens + centristes) et celle de Mona Sahlin (sociaux-démocrates + verts + communistes) - ne proposent pas de politiques résolument nouvelles. Le résultat du vote pourrait dépendre des personnalités et de leur capacité à convaincre du potentiel d'innovation de leur programme politique. Pour recueillir la confiance des Suédois, Fredrik Reinfeldt dispose aujourd'hui d'une véritable longueur d'avance. Il reste quelques mois à Mona Sahlin pour rattraper ce retard en élaborant une stratégie efficace. Si, dès sa

nomination, Sahlin s'est heurtée à une certaine opposition au sein de son parti, elle est aujourd'hui créditée du fort soutien du mouvement syndical et du monde du travail. Pour peu que son parti la soutienne plus franchement, comme l'espère le journal *Aktuellt i politiken*, elle pourra peut-être regagner la popularité qui lui fait défaut.

(\*) Anna Lindh fut l'ancienne ministre des affaires étrangères sous le gouvernement Persson. Elle a été assassinée le 11 septembre 2003 par un détraqué.

Yann LONG, FFE, section de Suède

## Tribune

### Aider Obama à réussir

Alors même que le président Obama a entrepris de sortir l'Occident de l'impasse Bush, l'Europe paraît curieusement absente.

Jusqu'en 2008 presque personne en Europe n'osait croire que les Américains puissent élire un « noir » (en fait un métis). Peu avaient lu l'admirable discours de Philadelphie par lequel le candidat Obama s'affirmait « post racial ». Après son élection, ils se sont enthousiasmés : « Extraordinaire ! Ils ont élu un noir ! » En fait le plus saisissant est que les électeurs américains, cherchant le meilleur pour les sortir de la crise, aient élu... un intellectuel, un réaliste très intelligent, doté d'une vision globale du monde. Barack Obama est en avance sur son électorat, pour ne rien dire des républicains, qui se crispent dangereusement face au défi multipolaire.

Les opinions européennes ont vu en Barack Obama un européen post-historique et multilatéral. Malentendu de groupies ? En fait, il est tout à fait américain, enrichi par l'Asie et l'Afrique, pas par l'Europe, président des Etats-Unis, pas du monde. C'est clair : l'Europe n'est pour lui ni un problème (tant mieux) ni une solution (dommage, mais c'est de notre fait). Il n'a pas l'obsession des commémorations qui a saisi l'Europe depuis qu'elle doute de son avenir. Barack Obama n'avait pas de raison impérative d'aller à Berlin, ni de participer à des sommets sans enjeu. Il a d'autres priorités. Inutile de se vexer. Le temps devrait être passé de l'époque où nous nous dépendions des projets des Américains à notre sujet.

Ensuite à Copenhague, les Européens ont pris leurs désirs pour des réalités. Le président américain n'avait pas de marge de manœuvre. Son plan assurance-maladie n'était pas encore passé. La conjonction bloquante Etats-Unis / BASIC peut se reproduire.

L'appel, à Prague, du président Obama à un monde dénucléarisé a inquiété la France. Pourquoi ? Selon son

propre aveu c'est une utopie. Il relance la réduction des armements stratégiques, peut être ensuite celle des armes tactiques. Cela conforte la France, adepte de la dissuasion au plus bas niveau possible, qui a épuré son concept stratégique (sous Mitterrand) et réduit son arsenal (sous Chirac), plus que toute autre puissance nucléaire.

Sa politique de relance des relations avec la Russie marque des points. C'était prévisible. La relation ne sera pas toujours chaleureuse, mais elle fonctionnera.

Sa politique de la main tendue à l'Iran a été prise par certains à Paris, mais aussi à Washington, pour de la faiblesse. A tort. Il s'agit plutôt d'un nouveau volet, sophistiqué, d'une stratégie d'ensemble venant s'ajouter aux sanctions, qui en trente ans n'ont toujours pas fait disparaître le régime, et aux menaces d'intervention militaire qui planent, et peuvent être utiles tant ....qu'elles restent des menaces. C'est cette main tendue qui a commencé à déstabiliser ou à inquiéter le régime. Il s'agit maintenant pour Obama, et pour nous, d'être tenaces, patients et fins. Au sein de l'administration Obama certains doutent. Mais y a-t-il une autre bonne solution ?

Exiger de Netanyahu un gel des colonies, sans être prêt à le lui imposer, était un faux pas. Il faut réserver le crédit de l'Amérique aux pressions décisives, inéluctables. Barack Obama est exaspéré, dit-on, par l'obstruction du gouvernement israélien alors que les Israéliens continuent d'accepter, à plus de 60%, la solution des deux Etats, que leurs dirigeants actuels se refusent à enclencher, et dont les Palestiniens commencent à désespérer, puisque tout est fait pour la vider de son contenu. Les chefs militaires américains viennent de dire que ce blocage met en danger les forces américaines dans la région (lien que le Likoud et les néoconservateurs se sont évertués à occulter, mais qui est évident). Barack Obama, qui s'est saisi d'emblée de ce dossier, ne va pas renoncer. Des avancées restent possibles, y compris avec Netanyahu. Ou un autre Premier Ministre.

Sur l'AFPAK (Afghanistan-Pakistan) autre héritage pourri, il a pris son temps et a décidé, sans choisir entre les diverses stratégies, préservant l'avenir. Que faire d'autre à ce stade ?

Les commentaires négatifs sur son « bilan » avaient commencé au bout de neuf mois dès novembre : Il n'avait pas fait de miracles... Précipitation absurde. Et hostilité. Où en étaient Roosevelt, Kennedy, Reagan ou Clinton au bout de neuf mois ? Ou d'un an ?

Beaucoup de néoconservateurs à Washington, à Paris, et ailleurs, déjà moquait sa naïveté, pronostiquaient – souhaitaient ? – son échec. Mais voilà qu'Obama, libéré par le vote sur l'assurance-maladie, déploie une politique étrangère d'ensemble, intelligente et réaliste, que certains commentateurs américains commencent à juger (positivement) « Kissingerienne » dans son approche des problèmes enkystés, et de celle des relations avec

les partenaires/adversaires de l'Occident. Son style, sa méthode – sérieux les problèmes, réfléchir avant d'agir –, sa calme ténacité, apparaissent. Sa vision historique aussi. Pourquoi un discours du Caire si ce n'est pour arrêter l'engrenage du clash Islam-Occident, sortir ce dernier – nous tous – de l'impasse, concentrer ses forces sur la gestion du nouveau grand jeu multipolaire ?

Barack Obama, une chance pour l'Occident tout entier, se heurte à des oppositions enragées, idéologiques et politiques. Les Européens partagés jusqu'ici, entre l'adulation béate des opinions et l'embarras paradoxal des gouvernements, devraient cesser de se comporter en enfants protégés, apeurés, geignards ou jaloux, et se montrer des protagonistes actifs. Cela suppose qu'ils élaborent de vraies stratégies globales : relation avec les grands pôles du monde, problèmes transversaux (le seul domaine où c'est un peu le cas est celui de la régulation financière dans le G20). A ce moment ils deviendront des partenaires évidents, et même indispensables pour Obama, et pourront alors prétendre à décider en commun avec les Etats-Unis des grandes orientations de l'Occident.

Cet texte a été publié par Hubert Védrine dans *Libération* daté du 29 avril 2010

## Brèves

### Pologne: Le SLD désigne son candidat

L'Alliance de la Gauche démocratique (SLD) a désigné son chef, Grzegorz Napieralski, comme candidat à l'élection présidentielle du 20 juin prochain. Le SLD avait au départ choisi Jerzy Szmajdzinski et le scrutin devait avoir lieu à l'automne. Depuis le crash de l'avion présidentiel au dessus de Smolensk et le décès de 94 personnes, la vie politique polonaise a été profondément bouleversée et les élections ont été avancées. Les sociaux-démocrates polonais, troisième force à la Diète. L'ancien premier ministre, Jaroslaw Kaczynski, membre du parti ultraconservateur PiS et frère jumeau du président défunt Lech Kaczynski, brigue lui aussi la présidence. Il y aura en tout une vingtaine de candidats, parmi lesquels aucune femme.

Grzegorz Napieralski, du haut de ses 36 ans, sera le plus jeune des candidats à l'élection présidentielle.

### Hongrie : victoire historique de la droite

Sans surprise, la droite a gagné les élections en Hongrie et atteint l'objectif d'une majorité des deux tiers des sièges au Parlement, à l'issue du second tour des élections législatives, dimanche 25 avril ce qui lui permettrait de modifier la constitution. L'état des forces est désormais le suivant. Le Fidesz dispose de 263 sièges sur 386, Le Parti

socialiste MSzP, 59 députés, le Jobbik (extrême droite), entre au Parlement avec 47 députés et enfin le LMP («Une autre politique est possible»), parti récent qui incarne le courant écologiste, entre également au Parlement avec 16 députés.

La défaite du MZsP marque la fin d'un cycle. Surtout, la victoire du Fidesz est la triste concrétisation d'une tendance dans toute l'Europe : sur fond de crise, la force du discours identitaire et conservateur. Le Fidesz tient également un très fort discours étatiste sans oublier de se faire l'étendard d'un nationalisme sans fard à l'égard des minorités hongroises disséminées dans les pays voisins. Il va devoir tenir compte du poids du Jobbik qu'il a essayé de siphonner en reprenant ses thèmes de campagne. Pour contrer la surenchère pratiquée par l'extrême droite, le nouveau gouvernement conservateur va devoir donner des gages à ceux qui veulent une politique à poigne dans le pays.

Mais la tâche essentielle qui attend la droite, c'est surmonter la crise et réduire le chômage. D'ores et déjà, la réduction d'impôts promise ne sera pas pour cette année.

Du côté de nos camarades socialistes, La présidente du MSzP, Ildiko Lendvai a annoncé au soir de la défaite. Le MSzP est le grand perdant des élections. Il ne recueille que 15,28% des sièges contre 49,22 % lors des élections de 2006.

### Crise en Belgique : ce qu'en disent les socialistes

Après la crise qui a conduit à la démission du gouvernement Leterme II, le PS francophone appelle au courage politique et à la stabilité du pays.

Pour le PS, on peut être à la fois ferme, défendre les intérêts des francophones et avoir le courage de conclure un accord raisonnable.

Le PS espère toujours qu'on peut résoudre les difficultés afin de permettre au Gouvernement fédéral de se consacrer aux problèmes majeurs que sont l'emploi, l'avenir des pensions, la consolidation de la sécurité sociale et de réduire les risques d'une attaque du monde financier contre la Belgique.

Les socialistes francophones, au diapason avec les autres partis francophones redoutent des élections anticipées qui seraient l'occasion d'une radicalisation de l'électorat.

Le président du PS Elio Di Rupo jugeait déjà scandaleux le déclenchement d'une crise institutionnelle dans le contexte socio-économique actuel, pointant du doigt la responsabilité des libéraux flamands dans la démission du gouvernement Leterme II.

De son côté, Le sp.a n'était pas « disposé à dépanner

## Communiqués de presse

le gouvernement ». Pour la présidente du sp.a Caroline Gennez, « Une voiture en sinistre total est impossible à dépanner. [...] La conséquence logique de l'irresponsabilité des partis de la majorité et du manque de confiance entre eux, c'est la convocation de nouvelles élections » et elle considère que c'est un avantage à ce que les scrutins régional et législatif tombent en même temps en 2014.

Les socialistes, francophones et flamands estiment que la Belgique a besoin d'un gouvernement solide qui devra non seulement veiller à une réforme de l'Etat en profondeur, mais aussi relancer l'économie et renforcer la protection sociale.

### Présidentielle autrichienne : l'extrême droite n'a perdu qu'une bataille

Un électeur autrichien sur deux s'est déplacé le 25 avril dernier pour élire le président. Avec près de 79 % des suffrages exprimés, la réélection d'Heinz Fischer est une victoire claire d'autant que candidate d'extrême droite Barbara Rosenkranz (FPÖ) n'a obtenu que 15,6 %. La droite parlementaire, ÖVP, ne présentait pas de candidat et n'appelait pas à voter pour la gauche.

Dès cette automne, le FPÖ pourra rêver prendre sa revanche en tentant d'arracher la mairie de Vienne au SPÖ ou, à tout le moins d'interdire aux sociaux-démocrates de disposer d'une majorité absolue. Rosenkranz n'a parlé qu'aux néo-nazis durant la campagne, le chef du FPÖ, Heinz-Christian Strache devra donc faire usage d'un autre style.

Pendant la campagne, Fischer avait reçu le soutien de Vaclav Havel.

### Message de Martine Aubry à Heinz Fischer

Cher Heinz,

J'ai appris avec joie ta réélection à la tête de l'Etat autrichien. Je te présente, au nom du Parti socialiste et en mon nom personnel, mes très chaleureuses félicitations.

Cette victoire est un encouragement pour les socialistes et sociaux-démocrates européens et te permet de continuer à œuvrer pour la démocratie, le progrès et la justice sociale en Autriche.

Tu peux compter sur le soutien et la solidarité des socialistes français dans cette nouvelle phase de la politique autrichienne.

Avec mes salutations les plus amicales

### Crise financière grecque : l'Europe à la croisée des chemins

Jean-Christophe Cambadélis Secrétaire national à l'Europe et à l'International - Michel Sapin, Secrétaire national à l'économie

Le Parti socialiste déplore l'attitude de l'Europe dans la crise financière qui touche la Grèce et qui fait souffler un grand vent d'inquiétude sur la zone euro.

L'Union européenne a trop tardé à réagir. L'impuissance du moteur franco-allemand est palpable. L'inefficacité de la Commission européenne est dommageable. Surtout, la montée des égoïsmes est redoutable pour l'avenir de l'Europe. Si cette crise des finances publiques n'est pas arrêtée, c'est toute l'Europe qui va subir une deuxième crise financière très grave. Il faut que les européens comprennent qu'en aidant un État membre, aujourd'hui la Grèce, c'est l'ensemble de la zone euro qu'ils vont aider.

Il faut faire vite clair et fort pour bloquer la spéculation des marchés qui ont l'impudence de jouer contre les États qui se sont endettés pour les sauver.

Il faut tirer les leçons de la crise de l'euro en imposant des politiques de coopération et un gouvernement économique à l'échelle de l'Union européenne.

Le PSE et le Parti socialiste, dès le début de la crise, ont demandé l'urgence et proposé des modalités de protection de la zone euro par l'application et l'extension de l'article 122 du Traité de Lisbonne. Ils considèrent qu'on ne peut concevoir la solidarité comme un élément de dernier recours.

Paris, le 29 avril 2010

**«L'attitude de la Chancelière allemande a contribué à aggraver la situation de la Grèce et de la zone euro»**  
mercredi 28/04/2010

Les eurodéputés socialistes et démocrates ont mis en garde les dirigeants de l'UE soulignant que tout retard dans la mise en œuvre de l'aide à la Grèce menace la stabilité de la zone euro.

Pour Martin Schulz : « Les dirigeants européens ont mis des semaines à se mettre d'accord sur un plan d'aide à la Grèce. Je constate qu'il a fallu moins de temps aux gouvernements européens pour voler au secours de leurs banques menacées de faillite à la suite de la crise financière

de 2008. Les tergiversations de Mme Merkel - qui sont surtout motivées par la perspective d'un scrutin régional à haut risque pour elle dans le Land de Rhénanie du nord, ont contribué à aggraver la situation de la Grèce et à nuire à la stabilité de l'euro.

*Si les dirigeants de l'UE étaient intervenus en février, les conditions pour emprunter sur les marchés financiers étaient bien meilleures. Mais les exigences et les hésitations des dirigeants européens ont fait douter les marchés de la volonté de l'Europe d'aider la Grèce. Loin de casser la spéculation, celle-ci s'est emballée au point aujourd'hui, de menacer la stabilité de toute la zone euro. Les Grecs n'ont plus d'autre alternative que de demander l'aide de leurs partenaires. Celle-ci doit être actionnée dès que possible. Le temps presse.*

*Il n'y a pas de doute que les Grecs doivent mettre leur maison en ordre. Le gouvernement de Georges Papandreou a engagé sous la surveillance des autorités européennes et du FMI un programme de réformes draconiennes qu'il doit aussi faire accepter aux Grecs. Tout doit être mis en œuvre pour aider la Grèce et l'Europe à passer ce cap difficile ».*

28 avril 2010

### **Le PSE tient Angela Merkel pour responsable de la dégradation de la notation de la Grèce et l'accuse d'avoir instrumentalisé la scène politique internationale à des fins purement nationales**

La dégradation de la notation de la Grèce, reléguée à la catégorie des investissements spéculatifs, est le résultat univoque de la 'politique des faux-fuyants' d'Angela Merkel. Depuis janvier de cette année, c'est-à-dire depuis quatre mois entiers, la zone euro s'est tournée en vain vers l'Allemagne afin qu'elle fasse preuve de leadership. Or, pendant tout ce temps, Mme Merkel a décidé de faire primer la politique intérieure sur son devoir de solidarité internationale. La baisse de la note de la dette de la Grèce n'est que le résultat de cette vision obtuse des choses. Cette situation aurait tout à fait pu être évitée.

L'heure est grave pour la zone euro. L'heure n'est pas aux leçons de morale. Le moment est venu d'apporter des solutions. Le Parti socialiste européen a élaboré un mécanisme d'aide à la Grèce, qui pourrait garantir, en outre, une stabilité à long terme pour la zone euro. Ce plan a été élaboré en février dernier et il a été avalisé par le Premier ministre grec en mars.

Déclaration de Poul Nyrup Rasmussen du 27 avril 2010

### **Des violences inacceptables à Hassi Messaoud**

Pouria Amirshahi, Secrétaire national Droits de l'Homme, Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national Relations internationales et Gaëlle Lenfant, Secrétaire nationale adjointe Droits des femmes

Le Parti socialiste condamne les violences que subissent des femmes à Hassi Messaoud, en Algérie. Depuis plusieurs jours, des femmes ont été attaquées, volées, torturées, violées et menacées de mort par des groupes d'hommes armés. De telles exactions avaient déjà eu lieu la nuit du 13 juillet 2001, où plusieurs dizaines d'hommes avaient pris part à un véritable lynchage, durant lequel des femmes avaient été agressées, torturées et violées.

Là encore, ces violences se sont concentrées contre des femmes seules, venues travailler dans cette ville pétrolière. Ces réactions cruelles et brutales illustrent les violences auxquelles les femmes doivent faire face lorsqu'elles remettent en cause les dominations et inégalités qu'elles subissent. Le travail, l'indépendance, l'autonomie des femmes, ne sont toujours pas acceptés et parfois brutalement combattus.

Au contraire, ces comportements atroces à l'encontre des femmes semblent être considérés comme acceptables, au regard de l'indifférence et de l'inertie des autorités locales. Cette ville dont provient une part importante du pétrole exporté est pourtant censée être très sécurisée. Il est inadmissible que de telles agressions aient lieu sans que les pouvoirs publics algériens ne s'emparent de cette situation afin de réprimer les violences, et garantir les libertés et droits des femmes.

Paris, le 21 Avril 2010